



Economic and Social Council

Distr.: General
29 November 2022

Original: French

Commission on the Status of Women

Sixty-seventh session

6–17 March 2023

Follow-up to the Fourth World Conference on Women and to the twenty-third special session of the General Assembly entitled “Women 2000: gender equality, development and peace for the twenty-first century”

Statement submitted by Partenaires pour le développement rural (PDR), a non-governmental organization in consultative status with the Economic and Social Council*

The Secretary-General has received the following statement, which is being circulated in accordance with paragraphs 36 and 37 of Economic and Social Council resolution 1996/31.

* The present statement is issued without formal editing.



Statement

Dans un souci de promotion et d'amélioration de la participation accrue et effective des Organisations Non Gouvernementales pour leur contribution dans l'atteinte des Objectifs du Développement Durable d'ici 2030, cette déclaration est adressée solennellement à l'opinion mondiale pour exprimer notre engagement aux idéaux de cette soixante septième session et pour réitérer notre profonde conviction à contribuer à l'atteinte des objectifs du développement durable dans l'accompagnement des nations unies dans sa vision d'ici 2030 ;

Dans un contexte participatif des organisations de la société civile pour contribuer aux thématiques qu'assigne la Commission de la Condition de la Femme dans sa soixante septième session, notamment : L'innovation et le changement technologique, et l'éducation à l'ère numérique pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles dépendent du caractère essentiel du leadership des femmes et des filles dans la lutte contre les changements climatique et la réduction des risques de catastrophe et environnement pour atteindre un développement durable d'ici 2030. Ne saurait se réaliser de façon souhaitée sans la paix et la cohésion sociale dans les membres, spécifiquement les pays comme le nôtre plongé dans des crises multidimensionnelles sans précédent.

A la fin de la décennie précédente en 2019, l'épidémie de COVID-19 a profondément modifié toutes les interactions sociales et le mode de fonctionnement des organisations dans le monde entier. Aucun pays n'échappé à cet ennemi mondial. Les réalisations entamées ont été quasiment entravées voire détruites. La société civile des pays africains a le plus souffert. Exacerbé par des conflits armés et ethniques depuis une décennie exactement (2012–2022) laissant les peuples plus précisément les femmes, les jeunes et les enfants dans l'extrême pauvreté aggravée, dans vulnérabilité immesurable augmentant le nombre de victimes et déplacés à travers le pays et dans le reste du monde. Ce qui va encore empêcher la participation massive dans le choix des gouvernants afin de sortir de la mauvaise gouvernance des gouvernants imposés contrairement à leur choix ultime.

Des conséquences inestimables de d'insécurité, d'instabilité politique et institutionnelle s'imposent aux peuples innocents qui sont exposés à toute sorte de violence à l'endroit du genre humain. Plus accentuée chez les couches vulnérables dans mon pays sous la domination du terrorisme, les mouvements djihadistes et les conflits ethniques les crises mondiales de ces derniers temps.

Partenaires pour le Développement Rural, en tant qu'Organisation non Gouvernementale dotée de statut consultatif spécial auprès des Nations Unies par ma voix réitère notre attachement indéfectible aux idéaux du Conseil Economique et Social des Nations Unies et déclarons solennellement notre engagement de participer pour contribuer aux atteintes des objectifs du développement durable d'ici 2030.

A notre avis, les défis et les opportunités pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles rurales dépendent des enjeux de participation accrue et effective des moteurs du changement qui sont les jeunes et les femmes, l'introduction des valeurs historiques de la justice intergénérationnelles et nous saluons le rôle important que jouent les femmes et les filles en tant qu'acteurs du changement social pour le développement durable, en particulier dans la protection de l'environnement et la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

Nous attirons ici tout le monde sur un souvenir positif réalisé au treizième siècle dans mon pays aux ères des empires. Il s'agit de la constitution du Mandéen qui s'appelait la charte de Kurukan Fuga, la société du grand mandé était divisée en classe d'âge. A la tête de chacune d'elles était élu un chef. Ils sont des hommes et des femmes

nés au cours d'une période de trois années consécutives et les « Kangbè » (classe intermédiaire entre les jeunes et les vieux) doivent participer à la prise des grandes décisions concernant la société. La charte de KURUKAN FUGA a mis également l'accent sur le rôle et la prise en compte de la femme dans gouvernance démocratique et dans le développement durable, y compris la lutte contre le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe et environnement.

Cette innovation fut une grande inspiration d'Etats généraux pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles et leur leadership dans le développement économique, social et culturel de leur société. Ce fut un espace civique de participation des jeunes et des femmes en tant que moteurs du changement. Ce qui s'apparente aux États membres qui constituent aujourd'hui un plan directeur pour les chefs de file mondiaux dans la promotion de la participation et du leadership pleins et égaux des femmes et des filles en matière de conception et de mise en œuvre des politiques et des programmes des politiques et des programmes portant sur les changements climatiques, l'environnement et la réduction des risques de catastrophe. Au travers l'innovation et le changement technologique, et l'éducation à l'ère numérique et dans un avenir plus proche, le monde aura besoin de toute urgence de nouvelles solutions cohérentes pour affronter les crises subies. Pour:

- Eliminer d'urgence des inégalités historiques et structurelles persistantes, des lois et des politiques discriminatoires, des normes sociales négatives et des stéréotypes sexistes ;
- Limiter les déplacements, y compris les déplacements forcés et prolongés dont les femmes et les filles et le risque accru de toutes les formes de violence, l'accès réduit à l'emploi, à l'éducation et aux services de soins de santé essentiels, de santé sexuelle et reproductive, et au soutien psychosocial ;
- Renforcer les retombées économiques et sociales de la pandémie de la COVID-19.

A cet effet, un renforcement du multilatéralisme s'impose, on doit repenser la politique de fonctionner dans un souci d'efficacité et de surmonter les obstacles sous-jacents qui exacerbent la vulnérabilité et la marginalisation des femmes et des filles, à faire entendre les voix et les compétences par rapport à leur situation sociale et économique, leur sécurité, leur bien-être et leurs moyens de subsistance.

En tant que société civile nous nous réjouissons et nous en félicitons des contributions majeures des organisations de la société civile, y compris celles venant des organisations de femmes et de jeunes de défense des droits humains, des femmes journalistes et des syndicats, en faveur de la promotion et de la protection des droits de toutes les femmes et les filles, y compris dans le cadre des politiques et des programmes portant sur les changements climatiques, l'environnement et la réduction des risques de catastrophe.

Cependant, nous constatons que les femmes sont perpétuellement confrontées à de nombreux défis et obstacles à la pleine participation et au leadership, notamment à des financements en baisse, à la violence, au harcèlement, aux représailles et à des menaces à la sécurité physique de ses membres. A observer par les Etats membres, les organisations non-gouvernementales, les organismes et institutions internationales et mondiales et des Bailleurs de fonds sans lequel, l'atteinte des objectifs du développement durable (ODD) est compromise. Nous attirons l'attention des participants que c'est dans la démocratie, la bonne gouvernance et le renforcement des relations régionales et internationales sans lesquels il n'aucune de paix. Les organisations de base doivent être davantage renforcées pour affronter le défi.

Face au défi de l'innovation et le changement technologique, et l'éducation à l'ère numérique nous recommandons au Secrétariat Général des Nations Unies selon notre conviction que le monde est à l'heure est à la révision des orientations et des objectifs l'Organisation pour qu'enfin on puisse parvenir à l'atteinte des objectifs à l'échéance 2030. Pour ce faire, il faut repenser la politique de la mise en œuvre des

politiques, chartes et résolutions de l'organisation, y compris dans leur mise en œuvre et le maintien de la paix durable dans les pays et dans le monde; renforcer la résilience des Etats membres et les chefs de files mondiaux et les organisations de la société civile, notamment celles de base en tant qu'acteurs de changement et de développement durable d'ici 2030.

Nous avons choisi ce lieu pour exprimer nos sincères attachement à tous les 17 objectifs de du développement durables. Nous réitérons notre ambition de contribuer à l'atteinte des objectifs des thématiques traitées lors cette soixante-septième session de la Commission de la condition de la femme se tiendra du 6 au 17 mars 2023.
